

La Vérif : va-t-on manquer d'électricité au Québec?



PHOTO : RADIO-CANADA / MARIE-JEANNE DUBREUIL

[Nahila Bendali \(Consulter le profil\)](#)Nahila Bendali

Publié le 31 août 2022 à 19 h 37 HNE

Dès 2027, Hydro-Québec devra aller chercher de nouvelles sources d'approvisionnement pour répondre à la demande en électricité dans la province.

François Legault a fermé la porte au projet GNL Québec, mais le chef caquiste s'est dit ouvert à l'idée d'exporter en Allemagne des énergies propres comme l'hydrogène vert... à condition d'avoir assez d'électricité pour le produire. Le Québec risque-t-il vraiment de manquer d'électricité dans les prochaines années?

En point de presse, François Legault a affirmé : On est ouverts à des exportations d'hydrogène vert, si le prix est bon et selon aussi les capacités qu'on a en électricité. Parce qu'actuellement, on prévoit que dans les prochaines années, on va manquer d'électricité, donc il faut être prudent.

Le chef caquiste a raison.



PHOTO : RADIO-CANADA / MATHIEU POTVIN

François Legault promet de plafonner tous les tarifs gouvernementaux, y compris ceux d'Hydro-Québec, à 3 % par année.

Selon les prévisions d'Hydro-Québec, les besoins en énergie sur le marché québécois vont passer de 193 térawattheures cette année à 205 TWh.

Les approvisionnements en énergie et en puissance (essentielle lors des périodes de pointe en hiver) vont se resserrer dès 2027, selon des documents d'Hydro-Québec.

L'énergie disponible inutilisée, ou les surplus destinés au marché québécois, sont de l'ordre de 5 TWh cette année. Ils vont complètement fondre en 2027, et dès 2029, il faudra trouver 7 TWh à l'aide de nouveaux approvisionnements.

Le distributeur devra donc sécuriser de nouvelles sources pour répondre à la demande du marché intérieur.

Hydro-Québec a d'ailleurs lancé des appels d'offres pour obtenir de nouveaux approvisionnements en énergies renouvelables, à l'aide d'éoliennes par exemple.

Sa part d'achat d'électricité sur les marchés extérieurs va aussi augmenter.

Une demande à la hausse

De 2019 à 2029, la demande en électricité va croître de 20 TWh, ou de 12 %, anticipe Hydro-Québec. C'est en partie en raison de la croissance naturelle de la population et de l'économie.

Mais de nouveaux secteurs sont en expansion, et demandent beaucoup d'énergie. C'est le cas des centres de données ou encore de la production d'hydrogène vert et de biocarburants.

C'est sans oublier la conversion de bâtiments au chauffage électrique, et l'électrification des transports.

Selon Hydro-Québec, un million de véhicules électriques vont circuler sur les routes de la province d'ici sept ans.



Des bornes de recharge à la halte routière du Domaine dans la Réserve faunique La Vérendrye.

PHOTO : RADIO-CANADA / JEAN-MICHEL COTNOIR

Et la tendance n'est pas près de s'inverser, avec les projets d'électrification pour décarboner l'économie.

Mais il faut faire une nuance, nous prévient le professeur à HEC Montréal et titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie, Pierre-Olivier Pineau : Il manque d'électricité disponible pour les consommateurs québécois, mais il ne manquerait pas d'électricité produite au Québec.

Exportations

Hydro-Québec attribue la grosse portion de son électricité au marché québécois. Le reste, de l'ordre de 36 TWh l'an dernier (17 % du total), est exporté à nos voisins nord-américains. Elle représente toutefois 24 % de son bénéfice net, selon le dernier rapport annuel.

Et la société d'État a conclu d'importants contrats d'exportation avec [l'État de New York](#) et du Massachusetts. Des exportations qui vont atteindre au total près de 20 TWh d'énergie.

L'exportation est rentable pour Hydro-Québec, si elle va chercher des tarifs plus élevés que ce qu'on voit ici, explique le professeur à l'Université de Montréal et directeur de l'Institut de l'énergie Trottier, Normand Mousseau.

À condition bien sûr que les nouveaux approvisionnements dont on dépendra et qu'on va construire ne coûtent pas plus cher que ce qu'on exporte. Et c'est un peu le défi ici, c'est qu'on n'a pas toute cette lumière-là, nuance-t-il.

Le coût de l'électricité d'Hydro-Québec réservée à la consommation québécoise (ce qu'on appelle le bloc patrimonial) est de 3 cents le kilowattheure. Selon le plan stratégique 2022-2026 de la société d'État, le coût moyen des approvisionnements externes, ou post-patrimoniaux, sera de 11 cents le kilowattheure.

Et l'efficacité énergétique?

Les experts consultés martèlent l'importance de l'efficacité énergétique pour économiser l'électricité produite ici, et réduire notre empreinte carbone.

D'ici 2030, on aurait quand même une fenêtre d'opportunité pour être très agressifs, aller chercher des térawattheures là. Et ça, c'est possible de le développer sans construire de nouvelles infrastructures. Une citation de Pierre-Olivier Pineau, professeur à HEC Montréal et titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie.

L'analyste en réglementation de l'énergie, Jean-François Blain, va même plus loin, si on souhaite atteindre nos objectifs climatiques.

[Le Québec aura besoin de 100 térawattheures \(TWh\) additionnels](#) d'énergie pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

On ne peut pas atteindre des objectifs de cette ampleur-là en restant dans une dynamique de croissance de la production, affirme-t-il. Il faut prioriser la réduction de la consommation, croit l'expert. *Avec la collaboration d'Olivier Bachand et de Nathalie Lemieux.*